

**Représentation diplomatique.**—26 novembre, L'honorable Charles Vincent Massey, nommé Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Washington, dans le but spécial de représenter aux États-Unis d'Amérique les intérêts de la Puissance du Canada.

**Commissaires, 1926.**—24 mars, Joseph A. S. Plouffe, avocat, Sudbury, Ont., nommé Commissaire pour s'enquérir de la véracité des accusations de partisanerie politique portées contre certains fonctionnaires de la province d'Ontario et de faire rapport en conséquence. 27 mars, Hon. Nicholas D. Beck, juge d'appel à la cour suprême de l'Alberta, nommé Commissaire aux fins d'enquêter sur les pratiques illégales ou moyens de corruption soi-disant employés au cours de l'élection du 29 octobre 1925 dans la circonscription électorale d'Athabasca, Alberta, et de faire connaître les résultats de cette investigation. 7 avril, Sir Andrew (Rae) Duncan, chevalier; William B. Wallace, juge de la cour de comté du district n° 1, dans la province de la Nouvelle-Ecosse et Cyrus MacMillan, M.A., Docteur en Philosophie, professeur à l'Université McGill, nommés Commissaires aux fins de s'enquérir du malaise qui semble régner parmi la population des provinces maritimes, d'examiner le bien-fondé de ses plaintes et de suggérer les remèdes susceptibles de les apaiser, Sir Andrew Duncan devant présider la dite Commission. 14 avril, Alexander MacGregor, avocat, Toronto, Ont., nommé Commissaire pour concourir à la revision et codification des lois du Canada. 15 avril, Walter A. Riddell, Docteur en Philosophie, de Genève, Suisse, est confirmé dans ses fonctions de Conseil officiel de la Puissance du Canada auprès de la Société des Nations, fonctions auxquelles il a été nommé par arrêté ministériel du 17 décembre 1924 (C.P. 2175) et qu'il exerce depuis le 1er janvier 1925. 4 juin, Roderick G. McKay, avocat, New Glasgow, N.-E., nommé Commissaire aux fins de s'enquérir de la véracité des accusations de partisanerie politique portées contre certains fonctionnaires de la province de la Nouvelle-Ecosse et de faire rapport en conséquence. 7 juin, très honorable Lyman P. Duff, juge à la cour suprême du Canada, nommé Commissaire, aux fins de l'article 11 de la loi sur l'Église Unie du Canada, 14-15 George V, chapitre 100. 15 juin, Son Honneur James H. Denton, juge de la cour de comté du comté d'York, Ont., nommé Commissaire aux fins d'instituer une enquête sur les différentes opérations d'achats ou de ventes de propriétés par les Commissaires du Havre de Toronto, de vérifier leurs encaissements et déboursés, de s'assurer de la façon dont les commissaires, fonctionnaires, employés et agents de la Commission du Havre de Toronto, ont rempli leurs devoirs, de constater les travaux faits par eux et leur coût et, d'une manière générale, se livrer à une investigation complète de toutes choses ayant rapport à la Commission du Havre de Toronto depuis sa création en 1911 jusqu'à maintenant et de faire connaître le résultat de son enquête. 10 juillet, Hon. Alfred H. Clarke, juge d'appel à la Cour suprême de l'Alberta, nommé Commissaire aux fins d'enquêter sur les pratiques illégales ou moyens de corruption soi-disant employés au cours de l'élection du 29 octobre 1925 dans la circonscription électorale d'Athabaska, Alberta, et de faire connaître les résultats de son investigation, et ce, aux lieu et place de l'honorable Nicholas D. Beck, démissionnaire. 20 juillet, Hon. Sir François-Xavier Lemieux, juge en chef de la Cour Supérieure de la province de Québec, nommé Commissaire sous les dispositions de la première partie de la loi sur les enquêtes, chapitre 104 S.R.C. 1906, aux fins de continuer et parachever l'investigation ayant pour objet le ministère des Douanes et de l'Accise, commencée par un comité spécial de la Chambre des Communes durant la dernière session du Parlement. 14 août, Charles P. Buckley, fonctionnaire, Ottawa, Ont., nommé Commissaire *per dedimus potestatem*, aux fins de faire prêter à tous fonctionnaires